Le retour de la crise inflationniste : où est passé le conflit distributif ?

Appel à communication pour une journée d'étude

Centre d'études de l'emploi et du travail (Cnam)

61, rue du Landy – 93210 Saint-Denis

Vendredi 2 avril 2027

Mots-clés : inflation, rémunérations, négociation collective, protection sociale, politiques fiscales, consommation

La mobilisation contre la « vie chère » du 17 octobre 2026 s'inscrit dans la séquence d'inflation ouverte en 2021. Celle-ci met à l'épreuve le régime désinflationniste, qui a perduré ces dernières décennies en France comme ailleurs (Baccaro, Blyth, and Pontusson 2022; Berr, Billot, and Marie 2024). Si différents chocs ont joué un rôle d'accélérateur de la hausse des prix (pandémie de Covid-19, désorganisations des chaînes d'approvisionnement, crise énergétique, guerre en Ukraine), le déclenchement de cette séquence ne saurait être réduite à un épisode conjoncturel. Or elle remet au centre du débat une question classique de l'économie politique : celle de la répartition des revenus et des rapports de force, qui déterminent la capacité des différents groupes sociaux à préserver ou augmenter leur revenu réel (Kalecki 1943; Convenevole 1977; Hirsch and Goldthorpe 1979; Weber et al. 2025; Vogel 2026). Cette journée d'étude se fonde sur ce constat liminaire pour aborder l'inflation comme problème de distribution des revenus en partant de la question des salaires. À la croisée de différentes sciences sociales (sociologie, économie, anthropologie, gestion, droit, histoire, science politique), elle vise à rassembler des contributions analysant la mesure dans laquelle la relation salariale reste le lieu central du conflit distributif ou si ce conflit doit être repéré dans une pluralité de dimensions.

Au sein d'un régime de croissance « néolibéral », caractérisé par le démantèlement progressif des institutions et des équilibres socio-politiques, qui gravitaient autour de la centralité salariale, la reprise de l'inflation a des effets particulièrement amplifiés sur la distribution des revenus. **En effet, l'inflation ne produit pas une perte de pouvoir d'achat uniforme.** Au

contraire, elle met en jeu une lutte pour la préservation des revenus réels. Lorsque les prix augmentent, salariés, employeurs, détenteurs de patrimoine, débiteurs et créanciers ne disposent pas des mêmes capacités pour absorber ou répercuter cette hausse. Les salariés cherchent à préserver leurs rémunérations réelles (par la négociation collective par exemple) ; les entreprises arbitrent entre hausse des prix, évolution des salaires et marges ; les détenteurs d'actifs peuvent bénéficier de mécanismes de protection spécifiques ; les ménages sont exposés de manière différenciée selon leur niveau de revenu, leur patrimoine et leur structure de consommation. L'inflation apparaît ainsi comme un processus de redistribution, mais aussi comme un moment de conflictualité autour du partage du revenu.

La question centrale que pose cette journée d'étude est celle des pratiques qui permettent à certains revenus de suivre l'inflation tandis que d'autres s'en écartent. Les salaires réels constituent, de ce point de vue, un observatoire privilégié des transformations en cours, précisément en raison de leur affaiblissement dans la dynamique du capitalisme français contemporain (Amable 2017; Bürbaumer and Pinsard 2025; Carbonnier 2025) et plus en général dans les pays capitalistes dits « avancés » (Glyn 2006; Baccaro et al. 2022). Attentifs à la capacité de différents groupes sociaux à mobiliser ou obtenir des mécanismes de compensation, les travaux présentés interrogerons la place des institutions et des conventions économiques dans la régulation des conflits distributifs liés à l'inflation (revalorisation automatique du SMIC, négociations salariales, minima conventionnels, politiques de primes, transferts sociaux, mesures fiscales, etc.), ainsi que les niveaux et les temporalités d'ajustement contribuant à structurer les rapports de force entre salariés, employeurs, ménages, entreprises et pouvoirs publics (Fligstein and Fernandez 1988; Friot 2012; Gautié, Machu, et Pélisse 2024; Vogel 2026).

Pour aborder ces questions, la journée d'étude distingue trois axes : en partant des salaires, il s'agit d'ouvrir l'analyse sur les relations professionnelles, les politiques publiques et les pratiques économiques quotidiennes, qui absorbent, contrastent ou amplifient les effets de l'inflation. **Les communications incluant une perspective internationale ou comparée sont bienvenues**.

Axe 1. Inflation et relations professionnelles

Cet axe examinera la manière dont l'inflation transforme les relations professionnelles et plus largement le rapport capital/travail au sein des entreprises, des secteurs et branches (Delahaie et Fretel 2021; Blavier et Pélisse 2025) et au niveau interprofessionnel.

Alors que les salaires stagnent depuis des décennies (Concialdi 2023), les contributions pourront porter sur le rôle du SMIC (seul salaire indexé; Askenazy 2008; Massimo 2024), les clauses d'indexation des salaires (Bouquin et Martinez-Garcia 2024), les accords interprofessionnels, les négociations salariales, les minima conventionnels, les bas salaires, mais aussi sur les stratégies patronales et les arbitrages des entreprises face à la hausse des coûts (non renouvellement de contrat, gel des négociations annuelles obligatoires (NAO), recours à des primes, etc.), ainsi que les conflits de travail et les stratégies syndicales. Elles pourront également

interroger l'évolution des marges de profit, ainsi que les rapports de force au sein des chaînes de sous-traitance et dans les secteurs où se reproduisent les bas salaires (Godechot 2023). Les contributions portant sur des analyses sectorielles seront aussi très appréciées. Plus largement, cet axe invite à analyser la manière dont l'inflation reconfigure les compromis, les tensions et les conflits autour de l'évolution des salaires réels et du partage de la valeur ajoutée.

Axe 2. Gouverner l'inflation pour protéger quels revenus ?

Cet axe analysera les réponses publiques à la crise inflationniste et leurs effets sur les salaires et la distribution des revenus (Tassinari, Molina, and Di Carlo 2024). Les contributions pourront porter sur la politique monétaire, mais aussi sur la construction des indices de prix (Jany-Catrice 2023), les controverses statistiques (par exemple l'écart entre inflation mesurée et inflation ressentie), ainsi que sur les mécanismes d'indexation, de désindexation et de revalorisation des revenus (certaines prestations sociales, retraites, loyers, certains contrats publics, certains actifs ; Colin, thèse en cours). Les contributions pourront de plus étudier les interactions entre politiques du travail, politiques fiscales et sociales (Carbonnier et al. 2025), les dispositifs de soutien au pouvoir d'achat, les politiques de revenus et les mesures de contrôle ou d'encadrement des prix (Clerc 2025). Il s'agira ainsi d'interroger la manière dont les pouvoirs publics définissent les catégories de revenus qui doivent être protégées, compensées ou laissées à la négociation, contribuant de ce fait à déterminer les cibles prioritaires de l'action publique et les formes légitimes de (re)distribution. Une attention particulière pourra être portée aux effets différenciés de ces politiques sur les salariés, les ménages et les inégalités, ainsi qu'à leur capacité à répondre à l'érosion des salaires réels.

Axe 3. Faire face à l'inflation : pratiques économiques et ajustements sociaux

Cet axe invite à étudier les effets de l'inflation sur les conditions de vie et les pratiques économiques ordinaires, ainsi que les capacités différenciées des acteurs à préserver leur niveau de vie et leurs revenus. Ces pratiques invitent à considérer l'inflation comme une expérience sociale et économique située, où le rapport à l'argent est resignifié selon les contextes sociaux (Zelizer 1997; Lazarus dans Dallery et al. 2024). Les ménages ne sont pas seulement affectés par un taux d'inflation général : ils font face à des évolutions de prix différentes selon leur structure de consommation et disposent de ressources inégales pour y répondre. De plus, les capacités des salariés à préserver leur revenu réel varient selon leur genre (Bessière et Gollac 2019), leur niveau de qualification, leur position professionnelle, leur secteur d'activité et leur capacité de négociation. L'inflation révèle ainsi des inégalités de ressources, mais aussi des capacités différenciées d'action et d'adaptation. De façon spéculaire, il sera opportun d'interroger l'impact de l'inflation sur les pratiques de consommation.

Afin de mieux comprendre ces différentes facettes de l'inflation « par le bas », les contributions s'intéresseront aux pratiques par lesquelles les individus, les ménages et les acteurs économiques s'adaptent à l'érosion des salaires réels. Elles porteront sur les arbitrages de consommation, les stratégies de réduction ou de déplacement des dépenses, la pluriactivité, le

recours au crédit ou au patrimoine, les solidarités et les inégalités familiales et les formes de diversification des revenus. Les contributions pourront également analyser les pratiques des commerçants, artisans, indépendants et petites entreprises face à la hausse des coûts, ainsi que les transformations de la demande et les tensions sur les marges.

***

Le retour de l'inflation invite à nouer le dialogue entre sciences sociales autour du salaire, entendu comme institution et convention sociale façonnée par les rapports de pouvoir qui structurent le marché du travail, les organisations et les politiques publiques. Cette journée d'études propose ainsi de faire de l'inflation un observatoire privilégié des transformations contemporaines du capitalisme en France et en perspective comparée.

***

Modalités de proposition

Les propositions de communication d'une longueur de 5000 signes (espaces compris) - et précisant la problématique, le cadre d'analyse, le matériau et les principaux résultats - doivent être envoyées au plus tard le 11 décembre 2026 au comité d'organisation :

- francescosabato.massimo@sciencespo.fr
- samuelzarka2@gmail.com

Une réponse sera apportée aux auteurs et autrices fin janvier 2027.

***

Comité d'organisation

Francesco S. Massimo, post-doctorant CEET-Cnam

Samuel Zarka, MCF, Labsic (Univ. Sorbonne Paris Nord) et chercheur affilié au CEET-Cnam

Comité scientifique

Camille Dupuy (UVSQ, Printemps et CEET), **Christine Erhel** (Cnam/CEET), **Camille Herlin-Giret** (CNRS/SAGE), **Jonathan Marie** (Sorbonne Nouvelle/IHEAL).

***

Références bibliographiques

Amable, Bruno. 2017. *Structural Crisis and Institutional Change in Modern Capitalism: French Capitalism in Transition*. First edition. Oxford; New York (NY): Oxford University Press.

Askenazy, Philippe. 2008. “SMIC : questions-réponses.” *La Vie des idées*.

Baccaro, Lucio, Mark Blyth, and Jonas Pontusson, eds. 2022. *Diminishing Returns: The New Politics of Growth and Stagnation*. New York (NY): Oxford University Press.

Berr, Éric, Sylvain Billot, et Jonathan Marie. 2024. *Inflation: Qui Perd? Qui Gagne? Pourquoi? Que Faire?* Paris: Éditions du Seuil.

Bessière, Céline, et Sibylle Gollac. 2019. *Le Genre Du Capital: Comment La Famille Reproduit Les Inégalités*. Paris: La Découverte.

Blavier, Pierre, et Jérôme Pélisse. 2022. “Négocier collectivement les salaires en entreprise. Quels effets de la (non-)mobilisation des salarié·es ?” *Travail et emploi* 164–165 (1–2): 111–36.

Bouquin, Stephen, et Esteban Martinez-Garcia. 2024. “Le Passé Présent de l’échelle Mobile Des Salaires. Une Comparaison France-Belgique.” pp. 37–62 in Jérôme Gautié, Laure Machu, and Jérôme Pélisse (coord.). *Cahiers Du Comité d’histoire Des Administrations Chargées Du Travail de l’emploi et de La Formation Professionnelle (CHATEFP) - Actes Du Colloque Des 22 et 23 Juin 2023*. Paris: CHATEFP.

Bürbaumer, Benjamin, and Nicolas Pinsard. 2025. “The Corporate Welfare Turn of State Capitalism in France: Reassessing State Intervention in the French Economy, 1945–2022.” *Economy and Society* 54 (2): 283–309. DOI: 10.1080/03085147.2025.2506268.

Carbonnier, Clément. 2025. *Toujours Moins! L’obsession Du Coût Du Travail Ou l’impasse Stratégique Du Capitalisme Français*. Paris: La Découverte.

Carbonnier, Clément, Nathalie Morel, Bruno Palier, et Michaël Zemmour, eds. 2025. *Les politiques publiques par la défiscalisation*. Paris: Presses de Sciences Po.

Castel, Nicolas, Noélie Delahaie, et Héloïse Petit. 2013. “L’articulation des négociations de branche et d’entreprise dans la détermination des salaires.” *Travail et emploi* 134 (2): 21–40. DOI: 10.4000/travailemploi.5977.

Clerc, Basile. 2025. “L’encadrement des prix en France pendant les « Trente Glorieuses » : un modèle corporatiste ?” *Histoire, économie & société* 44 (4): 92–114. DOI: 10.3917/hes.254.0092.

Concialdi, Pierre. 2023. *L’évolution des salaires depuis 1950 : la rupture de 2017*. Noisy-le-Grand: IRES.

Convenevole, Roberto. 1977. *Processo Inflazionistico e Redistribuzione Del Reddito*. Torino: Einaudi.

Dallery, Thomas, Vincent Bonnecase, Jézabel Couppey-Soubeyran, Stéphane Dées, Florence Jany-Catrice, Jeanne Lazarus, and Jonathan Marie. 2024. “Au-delà des chiffres : l’inflation un phénomène politique et social.” *Revue Française de Socio-Économie* 33 (2): 205–27. DOI: 10.3917/rfse.033.0205.

Fligstein, Neil, and Roberto M. Fernandez. 1988. “Worker Power, Firm Power, and the Structure of Labor Markets.” *The Sociological Quarterly* 29 (1): 5–28. DOI: 10.1111/j.1533-8525.1988.tb01240.x.

Friot, Bernard. 2012. *L’enjeu du salaire*. Paris: la Dispute.

Gautié, Jérôme, Laure Machu, and Jérôme Pélisse. 2024. “Introduction : L’État et les salaires depuis 1945 (1) : négociations collectives et salaire minimum.” *Cahiers du CHATEFP* (1): 8–14.

Glyn, Andrew. 2006. *Capitalism Unleashed: Finance Globalization and Welfare*. Oxford: Oxford University Press.

Godechot, Olivier. 2023. “Des lieux de travail de plus en plus ségrégués.” Pp. 238–48 in *Que sait-on du travail ?*, edited by Bruno Palier. Paris: Presses de Sciences Po.

Hirsch, Fred, and John H. Goldthorpe. 1979. *The Political Economy of Inflation*. Cambridge (Mass): Harvard University Press.

Jany-Catrice, Florence. 2023. “Articuler analyses conventionnaliste et régulationniste : le cas de la mesure de l’inflation.” pp. 227–34 dans Robert Boyer, Jean-Pierre Chanteau, Agnès Labrousse, and Thomas Lamarche (coord.) *Théorie de la régulation. Une nouvel état des savoirs*. Paris: Dunod.

Kalecki, Michal. 1943. “Political Aspects of Full Employment.” *The Political Quarterly* 14 (4): 322–30. DOI: 10.1111/j.1467-923X.1943.tb01016.x.

Massimo, Francesco S. 2024. “A Fordist Legacy under Post-Fordist Regulation. Statutory Minimum Wage Indexation in France during the Inflationary Crisis.” *Transfer: European Review of Labour and Research* 30 (3): 401–7. DOI: 10.1177/10242589241306745.

Tassinari, Arianna, Oscar Molina, and Donato Di Carlo. 2024. “Fighting with Blunted Tools? The Politics of Contemporary Inflation Management in Southern Europe.” *Transfer: European Review of Labour and Research* 30 (3): 375–99. DOI: 10.1177/10242589241306738.

Vogel, Steven K. 2026. “Toward an Interdisciplinary Political Economy of Wages.” *Politics & Society* 54 (2): 159–83. DOI: 10.1177/00323292251387041.

Weber, Isabella M., Evan Wasner, Markus Lang, Benjamin Braun, and Jens van’t Klooster. 2025. “Implicit Coordination in Sellers’ Inflation: How Cost Shocks Facilitate Price Hikes.” *Structural Change and Economic Dynamics* 74: 690–712.

Zelizer, Viviana A. 1997. *The Social Meaning of Money*. Princeton (NJ): Princeton University Press.